



COMMUNICATION SUR LE PROGRES GLOBAL COMPACT 2009-2010

ICOM
Membre depuis le : 11/02/2008
Nombre de salariés (novembre 2010) : 25
Secteur : Communication

CONSEIL
CRÉATION
FORMATION

Contact :
Frédéric PETIT
Directeur du Développement Durable
+33 (0)5 62 57 73 43
f.petit@icom-com.fr



Décembre 2010

Présentation du Global Compact ou Pacte Mondial

En adhérant au Pacte Mondial les entreprises s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur **dix principes** universellement acceptés touchant quatre thèmes :

- les droits de l'Homme,
- les normes du travail,
- l'environnement et,
- la lutte contre la corruption.

Le Pacte Mondial, principale initiative mondiale d'entreprises citoyennes – qui regroupe des milliers de participants répartis dans plus de 100 pays – a pour objectif premier de promouvoir la légitimité sociale des entreprises et des marchés. Adhérer au Pacte Mondial c'est partager la conviction que des pratiques commerciales fondées sur un certain nombre de principes universellement reconnus, contribueront à l'émergence d'un marché mondial plus stable, plus équitable et plus ouvert et de sociétés prospères et dynamiques.

En résumé :

Le Pacte mondial est...	Le Pacte mondial n'est pas...
Une initiative à caractère facultatif visant à promouvoir le développement durable et le civisme social	Juridiquement contraignant
Un ensemble de valeurs fondées sur des principes universellement acceptés	Un moyen de surveiller et de contrôler les entreprises
Un réseau d'entreprises et d'autres parties prenantes	Une norme, un système de gestion, ni un code de conduite
Un forum d'apprentissage et d'échange de données d'expérience	Un organe de réglementation, ni une agence de relations publiques

En adhérant au Pacte Mondial, l'entreprise proclame publiquement son attachement aux dix principes universels de l'initiative et, à ce titre, s'engage:

1. À prendre des mesures pour modifier la façon dont elle opère afin que le Pacte Mondial et ses principes s'intègrent à son mode d'administration, à sa stratégie, à sa culture et à ses activités quotidiennes;
2. À décrire dans son rapport annuel ou dans un rapport de gestion similaire (par exemple un rapport sur son action du point de vue du développement durable) la manière dont elle applique le Pacte Mondial et ses principes (Communication sur les progrès réalisés) et;
3. À faire campagne en faveur du Pacte Mondial et de ses principes, par le biais de communiqués de presse, de déclarations, etc.

Les entreprises peuvent tirer pleinement parti du principe de la participation en prenant part à des concertations, à des forums d'apprentissage et à des partenariats.

Les 10 principes du Pacte Mondial

Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence; et
2. A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Droit du travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. L'abolition effective du travail des enfants ; et
6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

SOMMAIRE

Présentation de la société ICOM Communication	p. 05
Lettre d'engagement du dirigeant	p. 07
Rapport annuel global compact - Communication sur le progrès	p. 08
ENVIRONNEMENT	p. 08
PRINCIPE 8 : " Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. "	p. 08
- Contribution à la lutte contre le changement climatique -	p. 08
1. Comptabilisation des Gaz à Effet Serre liés à l'activité	p. 09
2. Sélection des fournisseurs	p. 11
3. Compensation Carbone volontaire	p. 12
4. Plan de Déplacements Inter-Entreprises	p. 13
PRINCIPE 9 : "Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement."	p. 16
- Proposer et promouvoir des offres de communication responsables -	p. 16
Mesure de l'impact environnemental de nos prestations	p. 17
NORMES DE TRAVAIL	p. 19
PRINCIPE 3 : "Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective"	p. 19
- Faciliter et entretenir un dialogue social élevé avec les instances représentatives et l'ensemble du personnel -	p. 19
PRINCIPE 6 : " L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession "	p. 20
Parité	p. 20
Formation	p. 21



Engagée depuis 2001 dans une démarche unique de développement durable, ICOM revendique une nouvelle approche responsable, innovante et efficace de la communication. ICOM expérimente depuis plusieurs années des stratégies de responsabilité sociétale, hier fondées sur les principes de la Performance Globale (CJD) et aujourd'hui sur les lignes directrices de l'ISO 26000. Au-delà des discours bien-pensants, ICOM a développé au sein de son organisation des initiatives pionnières et des plans d'actions pérennes régulièrement évaluées par un tiers.

ICOM revendique et exprime au quotidien ses partis pris pour une communication responsable à valeurs ajoutées à travers une politique de performance globale et de développement durable.

Celle-ci a fait l'objet d'une évaluation par un tiers en novembre 2008 avec l'AFAQ 1000 NR. Le modèle AFAQ 1000NR, en cohérence avec les principaux documents mondiaux : le guide SD 21000, la future norme ISO 26000, le Global Compact des Nations Unies et la Global Reporting Initiative (GRI), a été développé par AFAQ AFNOR Certification, premier organisme de certification et d'évaluation de systèmes, services, produits, compétences ; afin d'évaluer l'intégration de la démarche de développement durable d'une entreprise.



Dès 2009, ICOM a formalisé la mise en place d'un système de management intégré Qualité-Sécurité-Environnement dont la première des traductions est la lettre d'engagement de la direction.

Système de management intégré Qualité-Sécurité-Environnement

Engagement dans le cadre de notre stratégie de Responsabilité sociétale

Si la réduction de nos impacts sur l'environnement et l'amélioration continue de notre performance sociale sont les axes majeurs de notre projet d'entreprise, de son pilotage et de sa gouvernance, la qualité de nos services occupe aujourd'hui une place grandissante dans notre organisation. C'est le management de l'ensemble de ces dimensions qui garantira demain la performance globale et le développement socialement responsable de nos activités.

Établie avec l'ensemble des collaborateurs en mai 2008, la nouvelle ambition d'ICOM pour les années à venir (archidurable 2012) est de franchir un nouveau palier et d'accompagner sa croissance sur des marchés régionaux et nationaux dans le domaine de la communication responsable et du développement durable selon les objectifs généraux suivants :

Stratégie

- > Devenir la première entreprise de communication en Midi-Pyrénées d'ici 2010 et en France d'ici 2012 qui soit reconnue, évaluée et certifiée pour ses engagements en matière de développement durable et de responsabilité sociétale ;
- > Ouvrir seul ou en coopération une agence à Paris, dès 2010, pour accompagner de nouveaux clients dans les secteurs de l'environnement, des éco-produits et du développement durable ;
- > Accroître notre reconnaissance nationale comme agence conseil en communication tant stratégique que créative.

Économique

- > Faire évoluer notre modèle économique (en prenant en compte l'ensemble de nos parties intéressées : salariés, actionnaires, fournisseurs...) pour qu'il devienne plus performant, plus équitable et plus durable ;
- > Donner à notre entreprise une rentabilité régulière et soutenable (autour de 5 % après impôt et intéressement) et retrouver un chiffre d'affaires de 2,5 millions d'euros à l'horizon 2012.

Environnement

- > Réduire nos consommations énergétiques de 15 % en 3 ans ;
- > Réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 5 % tous les ans ;
- > Élargir notre politique d'achats responsables à l'ensemble de nos fournitures (équitable, solidaire, écolabellisé, recyclé, recyclable) ;
- > Réduire nos consommations de papier bureautique à 40 kg/salarié (équivalent temps plein) ;
- > Utiliser exclusivement des papiers graphiques écolabellisés selon la répartition suivante : 1/3 PEFC™, 1/3 FSC® et 1/3 papier recyclé (d'origine 100% post-consommation) ;
- > Maintenir et entretenir nos certifications chaîne de contrôle PEFC™ et FSC® et inciter d'autres acteurs du monde de la communication à s'engager dans des démarches similaires.

Social

- > Développer et pérenniser l'entreprise pour les dix prochaines années dans le respect de nos valeurs et continuer à améliorer notre performance sociale pour le bien être et l'épanouissement de nos équipes ;
- > Faciliter et entretenir un dialogue social élevé avec les instances représentatives et l'ensemble du personnel ;
- > Favoriser l'émergence d'un management de qualité seul gage d'une gouvernance innovante ;
- > Développer les engagements citoyens des salariés.

Ces grands axes sont déclinés au sein d'objectifs illustrés dans le tableau de bord RSE construit dans le cadre de l'évaluation AFAQ 1000 NR (AFNOR certification).

Nous nous engageons ainsi à mettre en place et à maintenir une démarche d'amélioration continue grâce à l'élaboration d'un système de management Qualité Environnement et Sécurité, selon les référentiels ISO 9001 ; 2008, ISO 14001 ; 2004 et OHSAS 18001 ; 2007.

À ce titre, en tant que dirigeant d'ICOM, je m'engage à :

- > Tout mettre en œuvre pour être conforme à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux autres exigences auxquelles nous aurions pu souscrire ;
- > Mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue ;
- > Consolider notre engagement environnemental ;
- > Améliorer la satisfaction de nos clients et le suivi des projets ;
- > Assurer la sécurité des collaborateurs.

Pour nous aider dans cette démarche, Frédéric Petit, assisté d'un Comité de pilotage (COPIL QSE) sont chargés de veiller à la mise en œuvre de cette démarche au niveau de la qualité et de l'environnement et Catherine Devayres au niveau de la sécurité. Ils proposeront également toute action permettant d'adapter, de simplifier et d'améliorer notre organisation pour accroître notre efficacité globale.

Je prends l'engagement de dégager les moyens techniques, humains, organisationnels et financiers nécessaires à la mise en œuvre de cette politique.

Je m'engage également à faire évoluer notre système de management QSE en vérifiant en particulier, au cours de revues de direction, la pertinence de nos objectifs pour qu'ils demeurent en cohérence avec notre engagement d'amélioration continue, et que notre organisation soit en permanence adaptée et efficiente.

Nous demandons à chacun des collaborateurs de s'impliquer et de contribuer à l'amélioration de notre organisation Qualité-Sécurité-Environnement.

Daniel LUCIANI
Président directeur général

Monsieur le Secrétaire général,

Par cette lettre, je suis heureux de vous confirmer que l'entreprise ICOM COMMUNICATION renouvelle ses engagements à soutenir les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Nous vous exprimons de plus notre volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence et nous nous engageons à les intégrer dans la stratégie de notre compagnie, sa culture commerciale et ses modes opératoires.

Nous nous engageons également à faire une déclaration claire et publique sur ce sujet et à en informer nos employés, nos partenaires commerciaux et nos clients. Dans notre logique de responsabilité et de transparence, nous rendrons publics les résultats de nos actions en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial grâce à notre Communication sur le Progrès que nous rédigeons chaque année.

Vous trouverez ci-joint notre Communication sur le Progrès qui traite pour sa première édition le thème de **l'environnement** et plus particulièrement du principe 8, entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement et du principe 9, favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement ; ainsi que le thème du **travail** avec le principe 3, invitant les entreprises à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective et le principe 6 sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Meilleures salutations,

Toulouse, le 13 décembre 2010



Daniel LUCIANI
Président Directeur Général

RAPPORT ANNUEL GLOBAL COMPACT

Communication sur le Progrès

Les actions socialement responsables menées par l'agence ICOM se sont inscrites dans le Pacte Mondial de l'ONU ou Global Compact le 11 février 2008. ICOM a rejoint les 1000 entreprises françaises signataires, parmi les 4000 compagnies adhérentes réparties dans 100 pays. Cet engagement, elle le confirme en publiant chaque année une synthèse de ses actions (ou bonnes pratiques) mesurées par des indicateurs de performance : la communication sur les progrès (CoP).

Comme le prévoit le Bureau du Pacte Mondial, la première année, tout comme la seconde, doit être consacrée au traitement de deux thèmes. ICOM a donc décidé de décrire les mesures mises en place par la société sur les thèmes de l'environnement et des normes de travail.

ENVIRONNEMENT

Conscient que toute activité a un impact sur l'environnement, ICOM a décidé d'agir en mettant en place un certain nombre de démarches visant à réduire la sienne, de manière significative.

Depuis la construction de ses locaux, jusqu'aux modes de déplacement de ses salariés en passant par la compensation carbone volontaire, ICOM met régulièrement en place des actions permettant de limiter son empreinte écologique.

PRINCIPE 8 : " Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. "

- Contribution à la lutte contre le changement climatique -

Depuis 2007, les exigences du développement durable s'imposent progressivement au secteur de la communication et de la publicité, réputé très concurrentiel. Anticipant ce mouvement, ICOM COMMUNICATION - **première agence française certifiée PEFC™ et FSC®** - s'est engagée dès 2001 dans le programme «Performance Globale» proposé par le Centre des Jeunes Dirigeants afin d'allier efficacité économique, responsabilité sociétale et respect de l'environnement.



Cette approche pionnière lui a permis de mettre en œuvre une démarche de progrès en faveur d'un développement durable qui s'est déclinée par l'intensification de la politique d'ICOM en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle s'est traduite dans un premier temps par le choix de construction en 2006 d'un bâtiment bioclimatique construit selon une démarche HQE et la formalisation d'un Plan de Déplacements Entreprise en 2009.

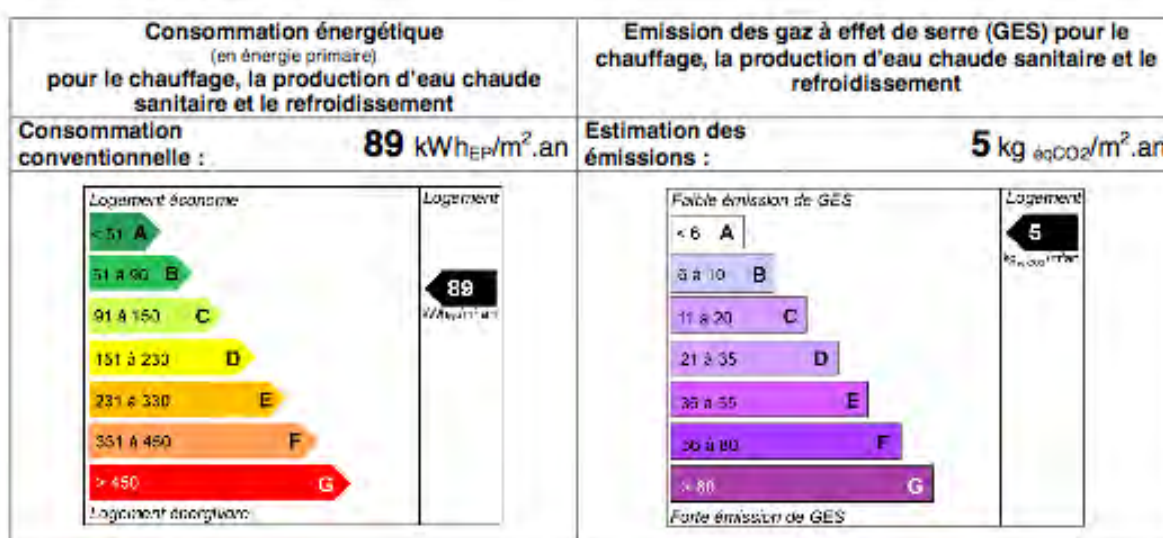
Diagnostic de performance énergétique du bâtiment d'ICOM Communication :

Consommations annuelles par énergie

Obtenues par la méthode 3CL-DPE, version 15c, prix moyens des énergies indexés au 15 août 2006.

	Consommation en énergies finales Détail par énergie et par usage en kWh _{EP}	Consommation en énergie primaire Détail par usage en kWh _{EP}	Frais annuels d'énergie
Chauffage	14 704 kWh _{EP} /an	37 937 kWh _{EP} /an	1 332 € TTC ⁽¹⁾
Eau chaude sanitaire	4 278 kWh _{EP} /an	11 037 kWh _{EP} /an	388 € TTC ⁽¹⁾
Refroidissement	222 kWh _{EP} /an	573 kWh _{EP} /an	20 € TTC ⁽¹⁾
Consommation d'énergie pour les usages recensés	19 204 kWh _{EP} /an	49 546 kWh _{EP} /an	2 098 € TTC ⁽²⁾

(1) Hors abonnements, (2) Abonnements inclus



Le diagnostic de performance énergétique indique la consommation énergétique théorique (évaluation en kWh/m² et par an) d'un bâtiment. Le résultat est noté sous la forme d'un classement divisé en plusieurs catégories. A correspond à la meilleure note avec une consommation moyenne annuelle de 50kwh/m², G la plus mauvaise avec une consommation énergétique moyenne de 450kwh. ICOM ayant obtenu la note **B**.

Le DPE note également le bâtiment en fonction de la quantité de gaz à effet de serre qu'il émet. Cette étiquette climat varie sur une échelle allant de A (moins de 5kg équivalent CO₂ par m² et par an) à G (plus de 80kg équivalent CO₂ par m² et par an). ICOM a reçu la note **A**.

1. Comptabilisation des Gaz à Effet Serre liés à l'activité

La volonté et la démarche de développement durable de l'agence ne se sont pas arrêtées là. En 2008, ICOM réalise son premier Bilan Carbone[®] portant sur l'exercice 2007 en partenariat avec INDDIGO (société de conseil et d'ingénierie en matière de développement durable) afin de disposer d'un diagnostic de gaz à effet de serre fiable concernant son activité.

Cette initiative avait avant tout pour but de parvenir à une bonne évaluation de ses émissions directes ou induites par son activité, afin de pouvoir concevoir et mettre en place un plan de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

Depuis avril 2008, ICOM est **titulaire d'une licence d'utilisation du Bilan Carbone™ ADEME** (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), ce qui lui permet de réaliser son diagnostic en interne chaque année.

Les données intégrées sont réparties selon les catégories suivantes :

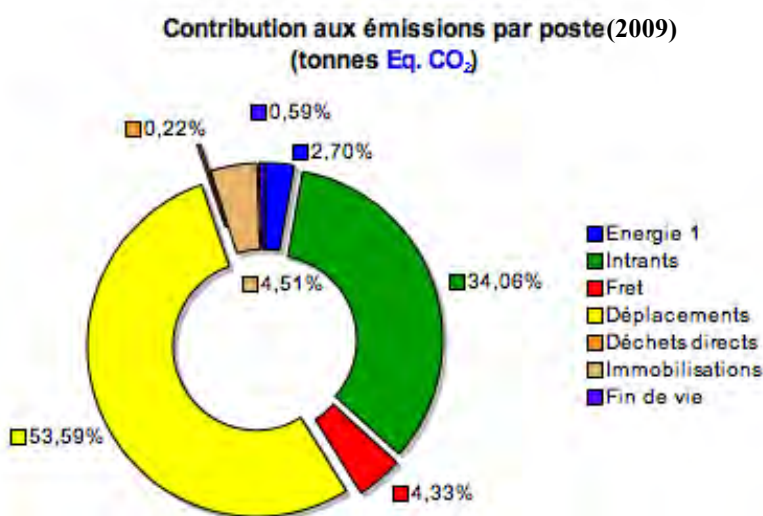
- Énergie des locaux ;
- Fret associé à l'activité ;
- Déplacements des salariés (trajets domicile-travail et professionnels) et des visiteurs ;
- Intrants (papier graphique, papier bureautique, achat de service et petites fournitures) ;
- Gestion des déchets directs ;
- Fin de vie des déchets recyclés ;
- Immobilisations.

Certaines données n'ont pas été prises en compte car indisponibles ou considérées comme non-significatives au regard de l'activité, achat de fluides frigorigènes notamment.

Pour son troisième Bilan Carbone® (exercice 2009), ICOM a élargi la collecte des données élevant ainsi son diagnostic d'émissions de gaz à effet de serre au niveau du **Scope 3** qui intègre les émissions globales liées à l'activité de l'entreprise : gestion des déchets recyclés, transports des fournisseurs, repas des collaborateurs...

Reste cependant exclue du périmètre la responsabilité des imprimeurs concernant les émissions liées à l'impression des papiers graphiques (outil de production, encre, produits accessoires dont produits de nettoyage et solution de mouillage, déplacement des collaborateurs, plaques aluminium).

Les émissions de gaz à effet de serre pour l'activité 2009 d'ICOM s'élèvent à **170 tonnes équivalent CO₂** (teqCO₂) réparties comme suit :



NB : Descriptif des différents items :

- **Energie 1** : électricité achetée
- **Intrants** : papiers & cartons, produits agricoles, ratios monétaires
- **Fret** : fret routier interne, fret routier sortant, fret aérien entrant
- **Déplacements** : domicile travail, employés voiture, employé train, employé avion, visiteurs tous modes
- **Déchets directs** : mix français, déchets recyclés ou valorisés, incinération
- **Immobilisation** : informatique
- **Fin de vie** : papiers cartons

Ce total de 170 teqCO₂ représente **4,3 teqCO₂ par équivalent temps plein (ETP)**, soit une réduction de 12% par équivalent temps plein par rapport à l'année 2008 comme l'indique le tableau comparatif ci-après. Nos objectifs de réduction de GES de 5% par an avaient été énoncés au regard des engagements des Etats autour du protocole de Kyoto. Ils sont largement dépassés cette année.

De plus la mise à jour des facteurs d'émission dans la nouvelle version 6.1 du bilan Carbone ainsi que notre méthode de collecte de données mise en place depuis plusieurs années nous permet d'avoir un suivi de nos émissions de gaz à effet de serre plus juste afin d'adapter au mieux nos actions.

POSTES	Emissions Tonnes Eq. CO2		Evolution
	2008	2009	2008-2009
Energie	4,84	4,60	-5%
Fret	4,86	7,40	52%
Déplacements	86,30	91,5	6%
Intrants	48,30	58,17	20%
Immobilisations	23,20	7,70	-67%
Fin de vie	1,67	1,01	-40%
Fin de vie des déchets directs	0,17	0,38	124%
TOTAL	169,34	170,80	1%
Effectifs (Equivalent temps plein)	29,90	32,40	8%
Total émissions par Eq. Temps plein (tonne Eq. CO2)	4,9	4,3	-12 %

NB : Les émissions annuelles moyennes d'un Français sont aujourd'hui d'environ 8 teqCO₂.¹

2. Sélection des fournisseurs

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, ICOM a choisi de sélectionner des fournisseurs ayant déjà réalisé ou planifié une comptabilisation de leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette politique s'applique notamment aux imprimeurs et aux papetiers avec lesquels l'agence collabore.

¹ Source ADEME

NB : Les émissions de gaz à effet de serre liées aux papiers graphiques représentant 23,53% des émissions totales de l'activité d'ICOM sur l'exercice 2009².

Il est à noter que l'impact de l'activité de l'imprimerie dans la conception d'un support de communication imprimé (hors papier) représente en moyenne entre 16 % et 20 % des émissions totales de gaz à effet de serre liés à la production de ce support.

3. Compensation Carbone volontaire

Dans le cadre particulier du volontariat, la compensation volontaire ou mécénat environnemental, vise plus spécifiquement les acteurs qui ne sont pas soumis à une contrainte réglementaire sur leurs émissions de gaz à effet de serre (par exemple dans le système communautaire de l'échange de quotas d'émission) ou qui souhaitent aller au-delà de leurs obligations. Néanmoins, un certain nombre de projets sont construits sur le modèle du Mécanisme de Développement Propre (MDP) issu du Protocole de Kyoto. Le principe du MDP étant qu'un Etat ou une entreprise investit dans un projet de réduction des émissions de GES dans un pays en développement. En échange des réductions constatées, un volume équivalent d'Unités de Réductions d'Emissions Certifiées (UREC, Certified Emission Reduction) lui est délivré. Cet investisseur pourra vendre ces unités sur le marché ou les déduire de ses obligations internationales de réduction.

Ce marché volontaire du carbone répond plus facilement aux exigences de simplicité et de flexibilité. Ce système permet de financer des projets à fort potentiel de développement durable qui rencontraient des difficultés à être financés par le MDP. C'est notamment le cas des projets d'agroforesterie.



ICOM a décidé de pratiquer la **compensation de son « empreinte » carbone** par une contribution financière volontaire à l'association Tchendukua - Ici et Ailleurs, Organisation Non Gouvernementale qui intervient auprès des sociétés « première » ou « racines » et plus spécifiquement la société des Indiens Kogis (Colombie) afin d'assurer la préservation de leurs terres, la transmission de leurs connaissances traditionnelles et la reconstitution de la biodiversité.

Cette contribution financière volontaire ne nous décharge en aucun cas de notre responsabilité environnementale et ne doit pas se résumer à une tentative de « greenwashing ». C'est au contraire le point de départ d'une action de sensibilisation destinée à tous les collaborateurs et à nos différentes parties prenantes pour engager les efforts nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique.

² Bilan Carbone ICOM Exercice 2009

4. Plan de Déplacements Inter - Entreprises

Pour arrêter l'accroissement de l'effet de serre, la Terre ne peut supporter que deux tonnes de gaz à effet de serre par individu et par an. Il faudra donc redoubler d'efforts dans les prochains mois pour répondre plus encore à un développement durable.

Sur la base de son Bilan Carbone®, ICOM s'est donc engagée à **réduire ses émissions de 10%** (soit presque 3 fois les objectifs de Kyoto) d'ici à **2 ans**.

Afin d'y parvenir et compte tenu de la prévalence des émissions de gaz à effet de serre liés aux transports domicile-travail des salariés (53% des émissions de l'agence en 2009), ICOM a initié en 2008 un Plan de Déplacement Entreprise (PDE), dont les actions principales s'inscrivent dans le **Plan d'Actions Durables d'ICOM (PADI)** 2008-2010.

Ce plan d'actions interne permet notamment la sensibilisation des collaborateurs et la communication autour des enjeux de mobilité à travers différentes actions :

- ❖ Incitation au **co-voiturage** pour les déplacements domicile-travail (réalisation et diffusion d'une carte de géolocalisation des domiciles des salariés avec Google maps) ;
- ❖ Prise en charge par l'entreprise à **100% des abonnements mensuels de transports en commun** pour encourager les salariés à opter pour ce mode de déplacement ;
- ❖ **Actions de sensibilisation interne** sur les modes de transport doux et de l'éco-conduite. Exemple : mise à disposition de dépliants d'information, intervention de Tisséo, animations lors de la Semaine du Développement Durable d'ICOM en avril 2010, etc.



- ❖ **Utilisation de triporteurs à assistance électrique** (Cycloville) pour acheminer nos invités lors de manifestation notamment dans le cadre de la semaine du développement durable 2010 ;
- ❖ **Nouveau véhicule d'entreprise hybride** utilisé par le PDG.
- ❖ Interpellation d'une compagnie de location pour disposer de véhicule moins polluant (véhicule hybride, petite cylindrée)

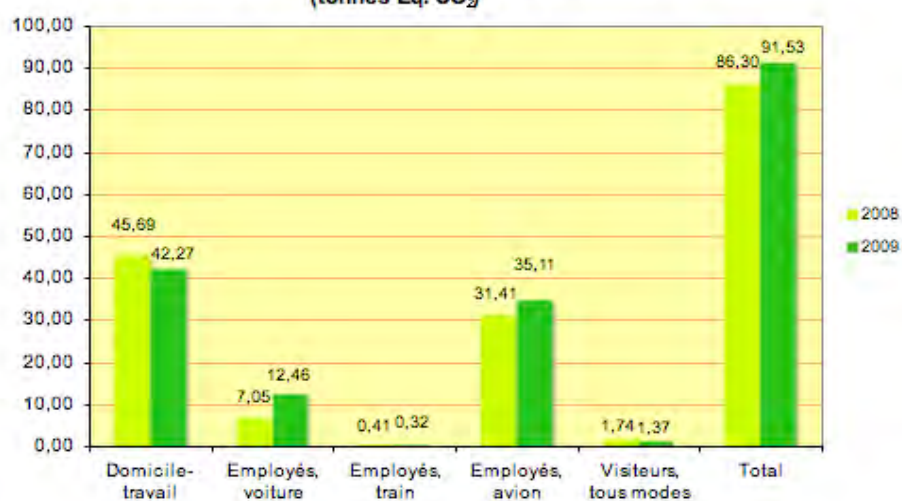
En janvier 2010, l'agence a choisi d'intégrer les acteurs économiques de son territoire (Zone d'activité de Baluffet) en initiant un **Plan de Déplacements Inter-Entreprises** (PDIE); zone où est installé le siège social de notre organisation. L'objectif majeur de cette démarche est d'encourager des **modes de transport alternatifs** à la voiture individuelle chez les salariés, et de promouvoir une politique d'éco-mobilité au sein de la zone (ex. mutualisation des transports pour les commandes aux fournisseurs).

La démarche est encore au stade préliminaire et fait l'objet d'un accompagnement et d'un suivi par des partenaires tels que Tisséo - SMTC (syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine), l'ADEME Midi-Pyrénées, la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, la Mairie de Toulouse, l'Agence régionale pour l'environnement (ARPE), etc.

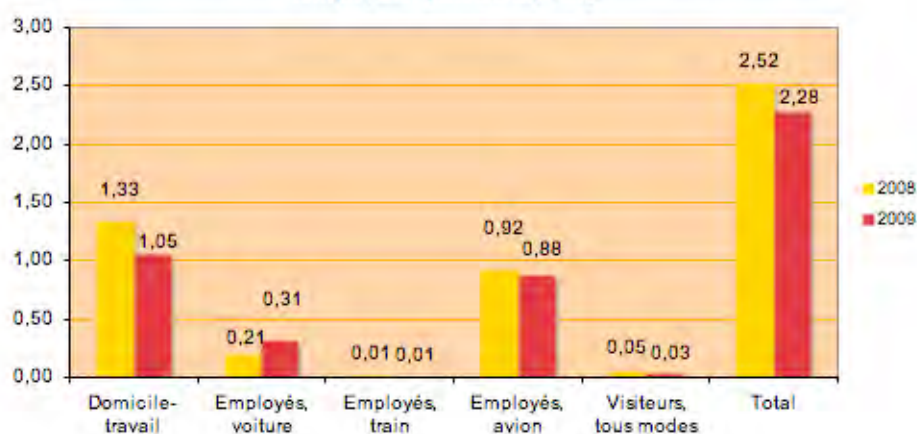
Les entreprises et organismes de la zone se sont déjà réunis à plusieurs reprises pour déterminer les objectifs généraux de la démarche et afficher leurs attentes et enjeux spécifiques. ICOM a été désigné comme chef de projet.

Les résultats du dernier bilan carbone de l'activité montrent les premiers signes de succès de ces actions et soulignent une réduction significative des émissions liées aux déplacements dans le cadre du trajet domicile-travail par équivalent temps plein.

**Emissions liées aux déplacements de personnes
(tonnes Eq. CO₂)**



**Emissions liées aux déplacements de personnes par équivalent
temps plein (tonnes Eq. CO₂)**



PRINCIPE 9 : "Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement."

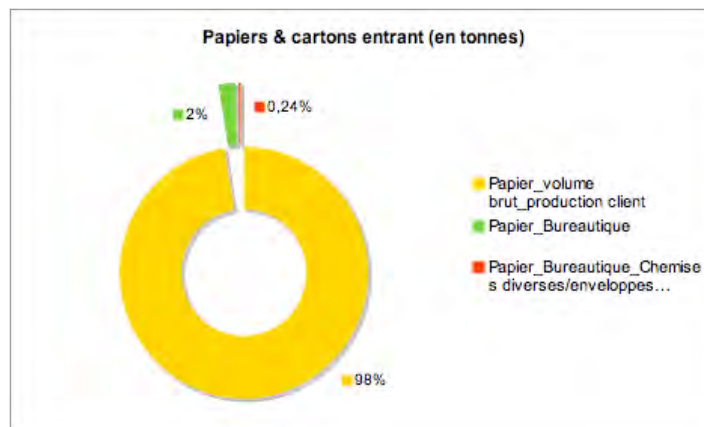
- Proposer et promouvoir des offres de communication responsables -

Issu de l'**engagement social et sociétal** de l'entreprise ICOM COMMUNICATION, le pôle d'expertise Communication du Développement Durable met en œuvre des stratégies de **communication responsable** pour ses clients.

Le directeur du Développement Durable d'ICOM a participé aux travaux sur la norme **ISO 26000** - lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale - avec la Commission de normalisation AFNOR/DDRS. Il préside également un groupe de travail AFNOR pour la rédaction d'un guide de l'ISO 26000 en faveur des métiers de la communication.

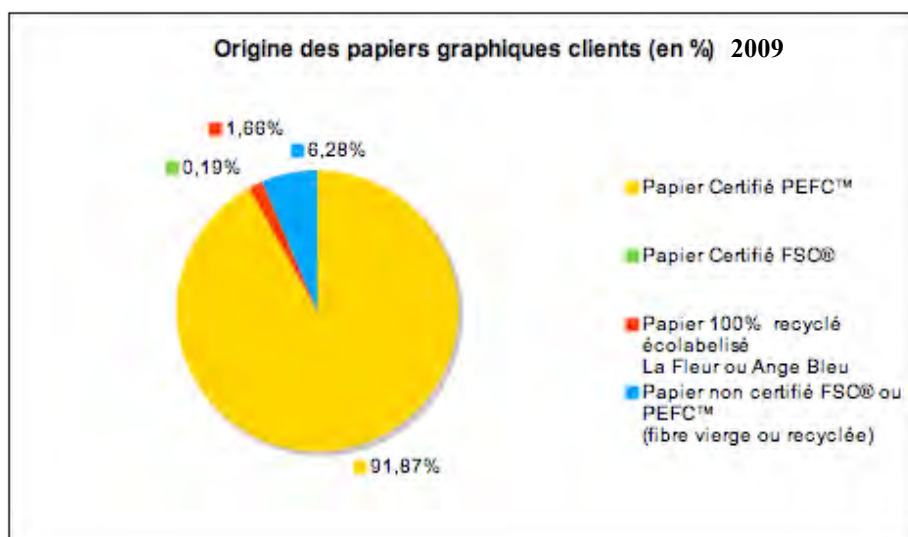
Fort de sa légitimité sur le sujet, ICOM accompagne sur les enjeux de communication les organisations dans leur démarche de développement durable : sensibilisation, valorisation, soutien stratégique, mise en œuvre d'une politique de **Responsabilité Sociétale d'Entreprise** (RSE), formation et conduite du changement avec des partenaires privilégiés.

La politique d'achat de l'agence répond à ses engagements de Responsabilité Sociétale à travers une **sélection rigoureuse de ses fournisseurs** notamment par les certifications **chaîne de contrôle PEFC™ et FSC®**. Cette politique s'applique à tous les types de papiers (commandes clients ou papiers bureautiques divers) dont la consommation sur l'année 2009 est répartie comme suit:



Ces certifications témoignent d'une gestion durable des forêts exploitées pour l'industrie du papier et du carton. ICOM a certifié sa chaîne de contrôle PEFC™ et FSC® depuis juillet 2008 pour le système PEFC™ et juillet 2009 pour le système FSC®. Ces deux certifications ont permis d'associer des imprimeries locales partenaires, au nombre de cinq (entre 6 et 50 salariés) augmentant ainsi le nombre d'imprimerie chaîne de contrôle PEFC™ et FSC® en Midi-Pyrénées.

Les papiers « volume brut client » correspondent au volume de papier livré par le papetier à l'imprimeur dans le cadre de commandes client.



La consommation interne de papier bureautique est de 19,08 kg/ETP pour l'année 2009.

NB : La consommation de papier en France atteint aujourd'hui 70 à 85 kg de papier par employé de bureaux et par an, soit près de trois ramettes par mois.³

Mesure de l'impact environnemental de nos prestations

Dans le cadre de la mise en place de la loi Grenelle II, de nouvelles réglementations sur l'étiquetage environnemental des produits de grande consommation ont été produites sur le plan national. Cette loi, portant sur l'engagement national pour l'environnement votée le 30 juin dernier par l'Assemblée Nationale, prévoit une expérimentation concertée avec tous les acteurs des filières concernées d'une durée d'une année minimale à compter du 1er juillet 2011, puis un rapport au Parlement précédant la généralisation le cas échéant du dispositif à horizon 2012.

Dans ce contexte, ICOM COMMUNICATION a choisi d'aller au-delà de ses obligations par un étiquetage de ses produits de communication destinés aux entreprises et organisations.

Éco-communication, éco-socio-conception des campagnes, supports éco-conçus (stands, objets, impression)... ICOM propose la mesure de l'impact environnemental des actions de communication (émissions de gaz à effet de serre, consommations de ressources et gestion des déchets), jusqu'à la compensation carbone volontaire des gaz à effet de serre résiduels.

Habilitée par l'ADEME pour conduire des Bilans Carbone™, ICOM est aujourd'hui à même d'évaluer le poids carbone des outils et supports qu'elle conçoit pour le compte de ses clients et leur permettre d'opter pour des offres d'éco-conception plus respectueuses de l'environnement.

³ source : COPACEL

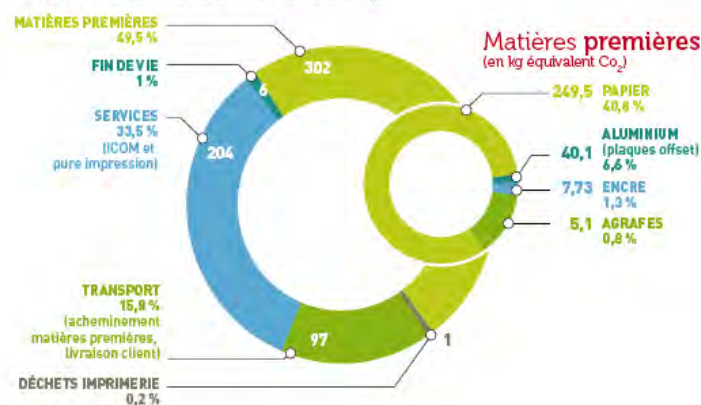
L'intégration d'une telle expertise en interne pour mesurer l'impact environnemental de nos prestations nous permet de **sensibiliser** nos clients aux émissions de GES liées à leurs actions de communication.

Exemple d'affichage de la performance environnementale d'un support réalisé par ICOM :

Évaluation environnementale

Ce document s'inscrit dans une démarche d'éco-conception, du choix des matières premières à la gestion de sa fin de vie.
Son empreinte carbone totale est de **611 kg de CO₂**

Empreinte Carbone (en kg équivalent CO₂)



Plusieurs facteurs de vigilance ont permis de limiter son impact environnemental :

- le choix de partenaires attentifs à leur propre empreinte carbone (papeter, imprimeur, agence de communication)
- un papier offset de fabrication française produit par Clairefontaine (Voges) et d'une grande rigidité qui permet la baisse de grammage des éditions versus les productions sur papiers couchés
- une politique généralisée d'achat responsable qui se traduit notamment par l'utilisation d'un papier certifié FSC® FCBA-COC-000135.
- une adaptation des feuilles offset au format du document

Ces efforts ont permis entre autre de réduire de **45 %** la consommation de papier, de **60 %** la production de déchets chez l'imprimeur et de **30 %** le poids de chaque document.

NORMES DE TRAVAIL

La performance sociale, le bien-être et l'épanouissement de ses salariés font parties des axes majeurs de son projet d'entreprise, de son pilotage et de sa gouvernance. Depuis 2002, ICOM expérimente un nouveau modèle économique, la performance globale. Née du CJD⁴, elle intègre toutes les parties prenantes au développement de l'entreprise. Ce nouveau mode de gouvernance a été suscité par des réflexions éthiques visant à faire évoluer l'économie vers quelque chose de plus humain. Cette approche s'inscrit contre l'orthodoxie ambiante qui recherche la productivité à tout prix et qui exclut les salariés du partage de la richesse créée par l'entreprise.

En tant qu'entreprise citoyenne et responsable, la société ICOM Communication respecte les normes de travail édictées par l'Organisation Internationale du Travail. Dans ce cadre, il semble plus pertinent de traiter de manière approfondie les principes 3 "Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective" et 6 "L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession ».

PRINCIPE 3 : "Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective"

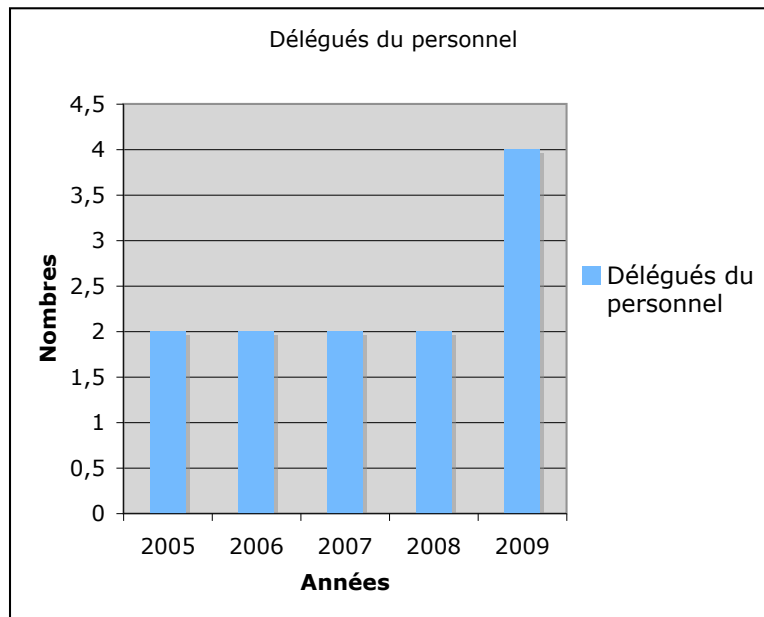
- Faciliter et entretenir un dialogue social élevé avec les instances représentatives et l'ensemble du personnel -

Engagé depuis 2001 dans une démarche unique de développement durable avec son concept archidurable®, ICOM a pour ambition de mener une expérimentation sociale, économique, environnementale et architecturale pour mettre pleinement l'Homme au cœur de l'entreprise.

Ce concept prône une architecture simple, fonctionnelle, durable dans une démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE®) et de Haute Qualité Humaine (HQH, démarche d'humanisation des rapports interpersonnels au sein de l'entreprise et axe de prospérité pour l'entreprise par le bien-être de sa ressource humaine). Il est né de la vision prospective définie par ICOM dans le cadre de ses trois projets d'entreprise.

Privilégier une structure et un fonctionnement à dimension humaine au climat social attirant, tels, sont les objectifs d'ICOM. La participation des salariés à l'élaboration des trois projets d'entreprise, le premier en 2002 « Cap 2005 » et le second, baptisé « Convergence 2010 », et le dernier en date « Archidurable 2012 », cristallise tous ces engagements en prônant l'alliance du social, du profit et de l'environnemental pour une économie plus humaine. Pour cela, ICOM a mis en place dès 2006 des élections de délégués du personnel, organise des réunions d'information trimestrielles et des réunions pédagogiques et a également mis en place un baromètre mesurant le climat social.

⁴ Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise. www.cdj.net



L'augmentation significative du nombre de collaborateurs en 2008 implique alors la formation de deux collèges, cadre et non cadre en 2009.

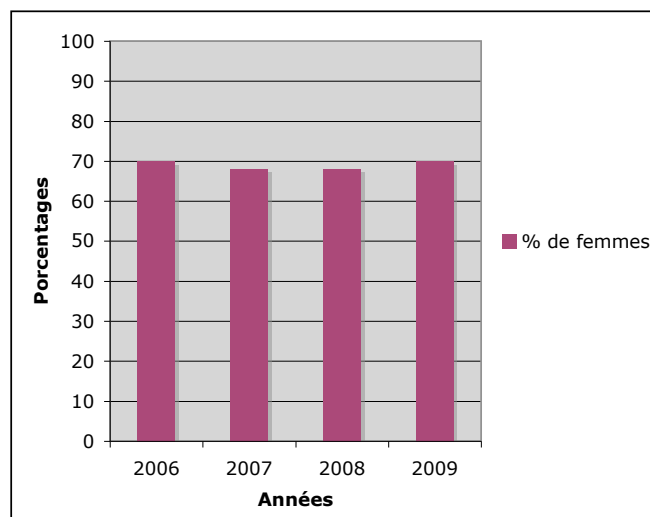
PRINCIPE 6 : "L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession"

Le 7 décembre 2006, ICOM a signé la Charte de la diversité en présence d'Azouz Begag, ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances. Par cette action forte, ICOM s'engage à promouvoir la diversité culturelle (origine ethnique, croyance religieuse...) et, plus largement, l'égalité des chances hommes-femmes, la diversité des âges, l'intégration des personnes handicapées, l'acceptation de l'appartenance politique et syndicale...

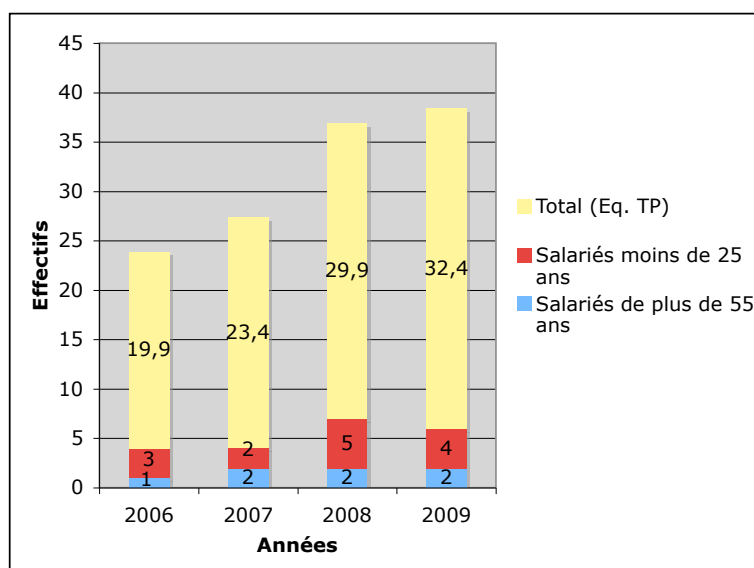
Cet investissement dans la diversité se traduit par :

- 30 % de collaborateurs de moins de 30 ans,
- 15 % de collaborateurs de plus de 50 ans,
- une égalité de salaire homme/femme pour les mêmes responsabilités.

Parité

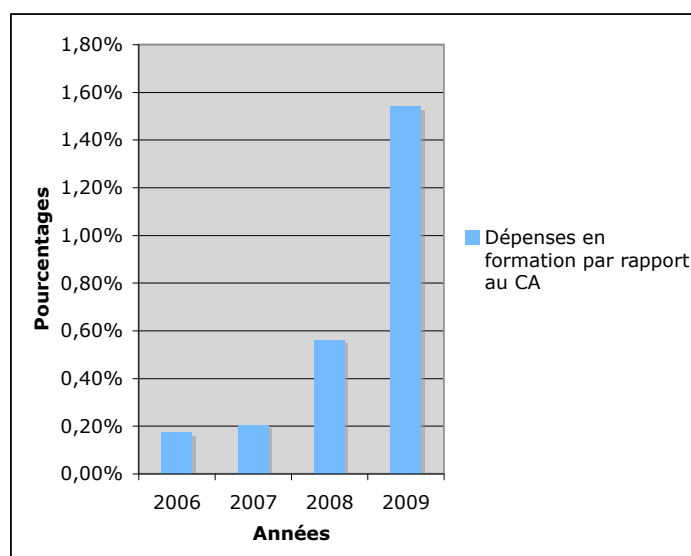


L'effectif d'ICOM est composé à 70 % de femmes, ceci s'explique principalement par la particularité des métiers exercés au sein de l'entreprise ICOM. L'entreprise accepte également le travail à temps partiel et un diagnostic de non discrimination a également été réalisé fin 2008.



Formation

La formation joue un rôle essentiel dans l'épanouissement des collaborateurs d'ICOM c'est la raison pour laquelle, l'entreprise alloue chaque année un important budget à cette formation. Elle permet à ses collaborateurs de disposer des meilleurs atouts pour valoriser leur expérience professionnelle et avancer dans leur carrière.



En 2009, 34 365€ ont été dépensés dans le cadre de la formation de ses employés, ce budget est en constante augmentation par rapport aux années précédentes. Cette forte augmentation constatée en 2009 est due à une formation sur la carte heuristique, cette formation couteuse a été réalisée auprès de la majorité des collaborateurs.



ICOM

15, rue du Général de Marmier
31300 TOULOUSE

Tél. : 05 62 57 73 43

Fax : 05 62 57 73 44

E-mail : contact@icom-com.fr